

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Consultation pour le marché n°2025-00-18-04 MPA

Acheteur

Mipih
12 rue Michel Labrousse
CS 93668
31036 Toulouse Cedex 1

Marché public passé selon une procédure adaptée

Articles R 2123-13 ° du code de la commande publique

Prestations d'Hôte(sse) d'accueil

1^{er} et 2 octobre

Journées Adhérents NumihFrance 2025- au Palais du Pharo - Marseille

SOMMAIRE

ARTICLE 1. Objet de la consultation.....	5
ARTICLE 2. Parties aux contrats	5
ARTICLE 3. Présentation du NumihFrance	5
ARTICLE 4. Présentation de l'évènement des journées NumihFrance	6
ARTICLE 5. Allotissement.....	6
ARTICLE 6. Montant du marché.....	7
ARTICLE 7. Descriptif des prestations à réaliser	7
7.1 Tenue vestimentaire présentation et compétences	7
7.2 Compétences requises	8
7.3 Organisation et pilotage.....	8
ARTICLE 8. Prestations similaires	9
ARTICLE 9. Durée de l'accord-cadre	9
9.1 Durée	9
9.2 Délais d'exécution / délais de réalisation	9
ARTICLE 10. Documents contractuels	9
10.1 Pièces constitutives du marché	9
10.2 Pièces générales.....	10
10.3 Pièces techniques et normes	10
10.3.1 Règles techniques et de sécurité.....	10
10.4 Notification	10
ARTICLE 11. Dispositions générales relatives à l'accord-cadre	11
11.1 Cadre réglementaire	11
11.2 Décomposition par tranches.....	11
11.3 Variantes	11
11.4 Prestations supplémentaires éventuelles	11
ARTICLE 12. Protection de l'environnement et démarche RSE	11
12.1 Clause environnementale	11
12.2 Engagement pris dans le cadre d'une Démarche RSE	11
ARTICLE 13. Titulaire étranger – Langue et unité monétaire.....	12
ARTICLE 14. Protection des données à caractère personnels	12
ARTICLE 15. Droits de propriété intellectuelle	13
ARTICLE 16. Condition d'exécution des prestations	13
16.1 Lieu d'exécution des prestations	13
16.2 Exigences de qualité	13
16.3 Tenues	13
16.4 Organisation	14

ARTICLE 17. Gestion des personnels du Titulaire	14
17.1 Qualification des personnels intervenants	14
17.2 Désignation d'un interlocuteur unique et référent de l'acheteur	14
17.3 Départ du personnel et remplacement – continuité de service	14
17.4 Récusation du personnel	15
ARTICLE 18. Sous-traitance et co-traitance	15
18.1 Sous-traitance	15
18.2 Modalités de paiement direct	16
18.3 Cotraitance et répartition des paiements	16
ARTICLE 19. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail	16
ARTICLE 20. Modalités d'exécution	17
ARTICLE 21. Déclenchement des prestations	17
21.1.1 Modification d'un ordre de service ou des bons de commande	17
21.1.2 Arrêt de l'exécution des prestations en cours d'exécution	17
ARTICLE 22. Etablissement des prix	18
22.1 Forme des prix	18
22.2 Contenu du prix	18
22.3 Etablissement des bons de commande	19
22.4 Contenu de bon de commande	19
22.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée	20
ARTICLE 23. Modalités de règlement du marché	20
23.1 Paiement	20
23.2 Facturation	20
23.3 Avance	21
23.4 Acomptes	21
ARTICLE 24. Suivi de l'exécution	21
24.1 Planning d'exécution	21
24.2 Coopération	21
ARTICLE 25. Opération de vérification	21
25.1 Condition de vérification et d'admission de prestations	22
ARTICLE 26. Clause de sécurité	22
ARTICLE 27. Modification du marché et clause de réexamen	22
ARTICLE 28. Cessation des activités du Titulaire	23
ARTICLE 29. Pénalités	24
29.1 Généralités	24
29.2 Le caractère non libératoire des pénalités	24
29.3 Pénalités	24
29.3.1- Pénalités en cas de retard dans l'exécution de la prestation ou absence	25

29.3.2- Pénalités en cas de non-conformité de la tenue	25
29.3.3- Pénalités en cas de non-respect de l'exigence de confidentialité	25
29.3.4- Autre Pénalité spécifique	25
29.3.45 Pénalité pour travail dissimulé.....	25
ARTICLE 30. Droits et obligations du titulaire	25
30.1 Obligations du titulaire	25
30.1.1 Obligations sociales du titulaire.....	26
30.2 Consignes sécuritaires.....	26
30.3 Obligation de conseil.....	26
30.4 Obligation de confidentialité.....	26
ARTICLE 31. Responsabilité et assurance	28
31.1 Responsabilité extracontractuelle	28
31.2 Responsabilité contractuelle	28
31.3 Assurances	29
ARTICLE 32. Arrêt du marché	29
ARTICLE 33. Résiliation du marché	29
33.1 Résiliation pour inexactitude	30
33.2 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général.....	30
33.3 Résiliation pour faute du Titulaire	30
33.4 Report ou annulation du salon	30
ARTICLE 34. Différends et litiges	31

NB : Tout comme l'ensemble des documents de la consultation, le présent document ne peut être modifié à l'initiative du soumissionnaire.

ARTICLE 1. Objet de la consultation

Dans le cadre de l'organisation et l'animation des « Journées des adhérents Numih France » qui se dérouleront au Palais du Pharo, les 1^{ers} et 2 octobre 2025, le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'Hôtesse d'accueil au Palais du Pharo à Marseille.

La partie « congrès » des Journées du NumihFrance au Palais du Pharo, se déroulera en journée. Le programme est précisé dans le cadre du CCTP. Les horaires de prestations notamment concernant les prestations de services sont également indiquées dans le cadre du CCTP.

Le présent accord-cadre est également désigné dans les pièces contractuelles « marché » ou contrat « contrat » ou « lot ».

Le présent marché (lot) a pour objet l'exécution d'une prestation d'accueil physique associée à l'organisation de l'évènement des journées des adhérents Numih France.

ARTICLE 2. Parties aux contrats

Par décisions en date du 13 et du 28 mars 2024, les groupements d'intérêt public Mipih et SIB ont décidé de s'engager dans une procédure de transfert des activités du SIB vers le Mipih pour ne former qu'un GIP unique. Au 1^{er} janvier 2025, le GIP Mipih et le GIP SIB ont fusionné.

Sous l'impulsion de la fusion du Mipih avec le SIB, un changement du nom et de la marque en NumihFrance est intervenu.

La fusion du GIP SIB avec le GIP Mipih, a donné naissance à une nouvelle entité (marque, identité) dont le nouveau nom est NumihFrance.

Le pouvoir adjudicateur sera indifférent désigné dans le cadre des pièces de l'accord-cadre et du présent marché indifféremment sous les termes de « NumihFrance », « acheteur », « GIP », ou encore « GIP Mipih » GIP MipihSIB.

Le « titulaire » ou « titulaire » désigne l'opérateur économique avec qui l'acheteur conclut l'accord- le marché.

ARTICLE 3. Présentation du NumihFrance

NumihFrance est une structure publique de coopération inter-hospitalière spécialisée dans l'informatique, travaillant avec des établissements de santé répartis sur l'ensemble du territoire (Centres Hospitaliers Universitaires, Centres Hospitaliers, Établissements de Santé Privés d'Intérêt Collectif, Hôpitaux locaux, Maison de retraite, Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, Établissements de santé privés d'intérêt collectif...).

Éditeur de progiciels hospitaliers et de santé sur des domaines complémentaires s'appuyant sur des dizaines d'années d'expérience, et hébergeur de données de santé certifié depuis 2018, le GIP accompagne les établissements de santé dans la construction et le développement de leur système d'information.

Le GIP est par ailleurs, un acteur coopératif de référence du numérique au service de la santé et du secteur public. Il accompagne les établissements de santé, les collectivités et les administrations publiques dans la transformation de leurs systèmes d'information (SI).

Expert dans la conception, l'intégration, l'interopérabilité et le déploiement de Systèmes d'Information Hospitaliers (SIH) et de Santé (SIS), le GIP intervient auprès de plus de 600 établissements de santé sur le territoire national et à l'outre-mer.

Le GIP est de plus doté d'un organisme de formation qui dispense 273 formations pour amener les professionnels de santé vers la maîtrise des compétences en informatique de santé.

Les 1400 collaborateurs du GIP partagent ainsi leurs savoirs et expertises avec plus de 1000 établissements adhérents pour construire ensemble le numérique de demain : performant, éthique, responsable et souverain.

ARTICLE 4. Présentation de l'évènement des journées NumihFrance

Acteur public du numérique en santé, éditeur et 1er hébergeur français certifié HDS, le NumihFrance accompagne les établissements de santé et les collectivités dans leur digitalisation afin de répondre à leurs enjeux numériques. Avec sept agences, à Toulouse, Amiens, Bordeaux, Reims, Rennes, Lille et Rouffach, NumihFrance et ses 1400 collaborateurs partagent leurs savoirs et expertises avec plus de 1000 établissements adhérents et clients pour construire ensemble le système de santé de demain : performant, éthique, responsable et souverain.

Site internet : [www.https://numihfrance.fr](https://numihfrance.fr) [Accueil - Numih France](#)

Cet évènement statutaire participe et vient renforcer la qualité relationnelle entre NumihFrance et ces adhérents, en permettant des échanges informels autour d'un séjour d'expérience.

L'ambition de cet évènement est de créer les conditions favorables à un débat à la fois philosophique, pratique et prospectif en proposant un réel parcours d'expériences aux adhérents, pendant 2 jours.

Ces rencontres, plébiscitées par les adhérents de NumihFrance, sont l'occasion de découvrir des nouveautés et innovations et de débattre sur des thèmes d'actualités à l'occasion d'un moment agréable.

Le congrès est organisé pour accueillir des congressistes réunissant à la fois des Directeurs d'établissements publics de santé ou leur représentant, des Directeurs des Ressources Humaines, Directeurs des Affaires Financières, des Directeurs des Systèmes d'Information, des Directeurs d'établissements universitaires, etc.), en présence de partenaires issus du secteur industriels du secteur de la santé, des institutionnels, des directeurs d'établissements universitaires, des chercheurs et des startups de la e-santé et autres domaines numériques.

ARTICLE 5. Allotissement

Conformément à l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est alloti.

Les prestations à réaliser dans le cadre cet accord-cadre concourent à l'organisation des journées adhérentes de NumihFrance. L'accord-cadre est décomposé en un certain nombre de lots d'indiqués ci-dessous :

- Lot 1 - Fabrication du stand avec une partie fourniture
- Lot 2 - Prestations d'info décor
- Lot 3 - Traiteur au Palais du Pharo (accueil café, cocktails déjeunatoires, pauses)
- Lot 4 - Prestation hôtesse pour accueil invités journées

- Lot 5 – Goodies locaux personnalisés + local/ Marseille
- Lot 6 – Production/impression du programme

Chaque lot constitue un marché : chaque marché fait référence à un Cahier des Clauses Administratives Générales spécifiques (CCAG) adapté aux caractéristiques et à l'objet des prestations qu'il couvre.

Chaque titulaire de lot aura la charge de diriger et contrôler la bonne réalisation de l'ensemble des prestations dont il a la charge.

Un Cahier de Clauses Administratives Particulières ou CCAP est commun à tous les lots ; ce CCAP est complété par un CCP spécifique à chacun des lots.

Le présent document constitue le Cahier de Clauses Particulières (CCP) spécifique au lot Prestation de réception accueil.

ARTICLE 6. Montant du marché

Le marché est traité à est traité à prix unitaires à bons de commande, fondés sur des unités d'œuvre (UO) définies dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Le présent accord- cadre, portant sur la réalisation des prestations au Palais du Pharo ne comporte pas de minimum. Son montant maximum est de 240 000 € HT.

Les montants prévisionnels de chacun des lots sont les suivants :

Lots	Désignation	Montant estimatif du lot € HT	Plafond ou montant maximum
4	Prestations d'accueil	3000 € HT	4000 € HT

ARTICLE 7. Descriptif des prestations à réaliser

Les prestations d'accueil sont réalisées sur une période de deux jours mais seront précéder d'un briefing.

L'accueil représente la première image de Numih France : courtoisie, analyse des questions, rapidité des réponses, réactivité sont les garanties d'un accueil performant

NumihFrance a besoin d'hôtes et d'hôtesse qualifiées pour valoriser l'accueil des adhérents et partenaires, le flux des adhérents, des partenaires et des collaborateurs mais aussi, tout autre service d'accueil et d'accompagnement sur demande.

Il importe de sensibiliser toutes les équipes à l'importance de la qualité de service (accueil, souriant, professionnalisme, traitement rapide des réponses)

Il s'agit avant tout de mettre en œuvre une prestation d'accueil de grande qualité. Le candidat doit démontrer ses compétences et des références en ce domaine.

7.1 Tenue vestimentaire présentation et compétences

Numih France exige une présentation et une tenue vestimentaire irréprochables.

- La tenue doit être professionnelle, soignée, propre et adaptée au lieu de la prestation (hall d'accueil, événement, institution, etc.).

- Elle doit contribuer à renvoyer une image conforme aux valeurs et à la charte graphique de l'acheteur public (neutralité, sobriété, élégance, hospitalité).
- Les hôtesse(s) doivent porter une tenue homogène afin d'être identifiables par le public ou avoir un signe distinctif afin de garantir l'identification du personnel d'accueil par les personnes participants aux journées Numih France.
- Les tenues doivent être confortables et adaptées à la saison (été/hiver) et aux conditions climatiques.
- Possibilité de chaussures adaptées (mais toujours sobres et fermées).
- Les tenues devront respecter de la réglementation du Code du travail (pas de contrainte vestimentaire portant atteinte à la santé ou à la dignité).

Le prestataire détaille les éléments de la tenue dans le cadre de son offre.

Sauf accord express de Numih France, aucune marque, logo ou signe distinctif, autre que ceux éventuellement requis par Numih France, ne devra apparaître.

7.2 Compétences requises

S'agissant des compétences du personnel, les hôte(sse)s doivent

- Savoir bien s'exprimer
- Faire preuve de ponctualité et de rigueur
- Être à l'écoute
- Être avenant(e)
- être Diplômé(e), courtois
- Savoir gérer les sollicitations et/ou diverses demandes
- Avoir le sens du service

Le Titulaire devra tenir compte dans sa charge de travail du calendrier de l'opération. La période de préparation très courte, l'événement demande une disponibilité et une réactivité importantes qui doivent être prises en compte dans l'équipe.

La manifestation se déroulera sur 2 jours : le programme de l'événement est détaillé dans le cadre du CCTP (étant précisé que les horaires et contenus sont donnés à titre indicatif).

Les horaires sont indiqués dans le cadre du CCTP.

Dans le cadre des prestations, les hôte(sse)s d'accueil seront amenés (liste non exhaustive) à procéder à :

- L'accueil des visiteurs ;
- L'accompagnement VIP si demandé ;
- Le Renseignements et orientation des visiteurs (aux bornes d'accueil, en sortie de plénière, vers les salles d'ateliers) ;
- L'émargement, distribution du badge visiteur, tote bag avec goodies le cas échéant ;
- Gestion du vestiaire le cas échéant.

7.3 Organisation et pilotage

Le titulaire désigne un responsable dans le cadre de la mise en place et le suivi de la prestation et ou joignable pendant l'événement.

Il désigne un chef d'hôte ou superviseur, présent pendant l'évènement, chargé de manager de l'équipe et assurer le relais pendant l'évènement. Se reporter l'article 17 du présent document.

ARTICLE 8. Prestations similaires

L'acheteur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre pour chaque lot, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 9. Durée de l'accord-cadre

9.1 Durée

Les délais d'exécution commencent à courir à compter de la date de notification et jusqu' à la fin de l'évènement JDA qui se déroulera les 1^{ers} et 2 octobre 2025 à compter de sa notification.

Le marché n'est pas reconductible.

9.2 Délais d'exécution / délais de réalisation

Les délais d'exécution commencent à courir à compter à date de notification de l'acte d'engagement.

Les délais de réalisation indiqués par le Titulaire dans son offre doivent être compatibles avec les délais d'exécution et garantir un déroulement optimal de l'organisation de la manifestation, en incluant les étapes de préparation, ou de briefing.

Un rétroplanning est à établir par le titulaire en indiquant en amont les étapes nécessaires de mise en place de la prestation.

Les prestations exécutées par bon de commande devront être exécutées dans les délais et à la date fixée et aux horaires fixés dans le bon de commande.

Toutes modifications relatives aux dates ou aux délais ne peuvent intervenir qu'avec l'accord écrit de NumihFrance communiqué au Titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation ou la remise du livrable.

Les nouvelles dates et les nouveaux délais devront permettre dans tous les cas la bonne réalisation des prestations pendant les deux jours de réalisation de l'évènement

ARTICLE 10. Documents contractuels

Le titulaire du marché accepte sans aucune réserve de garantir et gérer les prestations objets du présent marché conformément aux dispositions du présent Cahier des clauses Particulières (Ccp ainsi que du Cahier des clauses Administratives Particulières et du Cahier des clauses Techniques Particulières

10.1 Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Son annexe financière ayant également valeur contractuelle (*)
 - Le Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U.)
 - En cas de sous-traitance : l'annexe de sous-traitance à l'acte d'engagement (DC4).
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).

- Le cahier des clauses particulières (C.C.P) spécifique au lot 4
- Le CCAG- FCS.
- Le cadre de réponse technique.
- Le mémoire technique ou prestation de la société et des prestations en complément du CRT
- L'engagement de confidentialité.
- L'annexe RGPD ST
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Les bons de commandes émis dans le cadre du marché ».

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées en cours de consultation.

Les documents et correspondances relatifs au marché public sont rédigés en langue française. Les exemplaires, conservés par l'administration, font seules foi.

En cas de contradiction ou de différences entre les pièces constitutives du marché public, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. En cas de contradiction au sein d'un même document, la disposition la plus favorable à NumihFrance s'appliquera.

10.2 Pièces générales

Par ailleurs, le titulaire doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables à l'accord-cadre, notamment :

- Le Code de la commande publique.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021* ou en vigueur au moment de l'exécution des prestations.
- Le Code du travail.
- L'ensemble des réglementations et normes en vigueur applicables aux prestations, objet du marché.

* Par la seule référence faite au CCAG, les clauses générales qu'il contient, s'appliquent de plein droit.

Nota : les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes réglementaires pour l'exécution du présent marché.

10.3 Pièces techniques et normes

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations demandées conformément à l'ensemble des lois, règlements, normes en vigueur et prescriptions réglementaires et /ou techniques, les règles de l'art ainsi que les documents techniques applicables aux jours de l'exécution du marché.

10.3.1 Règles techniques et de sécurité

Le titulaire devra se conformer aux règlements techniques et de sécurité spécifique du lieu d'accueil, du gestionnaire du site et/ou de l'organisateur du congrès, notamment les consignes d'installation, de circulation, d'évacuation, de prévention incendie et d'intervention d'urgence.

10.4 Notification

La notification du marché comprend uniquement une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire contre reçu, de l'acte d'engagement, celui-ci l'engageant sur l'ensemble des pièces constitutives du marché public listées ci-dessus.

ARTICLE 11. Dispositions générales relatives à l'accord-cadre

11.1 Cadre réglementaire

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée en application :

- Des articles R 2123-1 3 ° du code de la commande publique : autres services spécifiques, dont la liste figure dans un avis annexé au présent code, quelle que soit la valeur estimée du besoin ; Services d'organisation d'expositions de séminaires d'événements
- Code CPV 7995000 à 79956000
- Code CPV 7992000 Prestations de réception

11.2 Décomposition par tranches

Le présent marché prévoit des tranches (volume estimatif) indiquées au CCTP.

11.3 Variantes

Des variantes sont autorisées en termes de nombre d'hôte(sses) permettant d'optimiser le roulement du personnel affecté à la prestation sur une journée selon les plages horaires indiquées au CCTP.

Une variante technique et financièrement est autorisée à condition que cette variante respecte les exigences contenues dans le cahier des charges (couvrir l'élément sur l'amplitude horaire indiquée au CCTP).

Dans ce cas, le titulaire identifie clairement son « offre variante » sur sa proposition technique et en remplissant l'onglet spécifique de l'annexe financière ou BPU (onglet spécifique Offre variante sur le BPU).

11.4 Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'y a pas de prestations supplémentaires éventuelles.

ARTICLE 12. Protection de l'environnement et démarche RSE

12.1 Clause environnementale

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement dans son secteur d'activités

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'acheteur se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

12.2 Engagement pris dans le cadre d'une Démarche RSE

La RSE est composée de trois piliers : le social, l'environnemental et l'économique

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une démarche responsable, éthique et durable en accord avec les principes de la Responsabilité Sociétale des Entreprises RSE en matière de protection de l'environnement et d'impact environnemental ou d'engagement social et éthique

Le titulaire présente notamment son engagement sociétal, en exposant des actions concrètes mises en œuvre (exemple : dans le cadre des conditions de travail, en termes de diversité et d'inclusion, de partenariats avec des structures locales ou solidaires, de participation à des actions caritatives, mesure favorisant l'emploi, développement des compétences au travers des actions de formation) et/ou des actions ayant un impact environnemental (réduction des déplacements, tenues durables ou éco responsables, dématérialisation des documents).

ARTICLE 13. Titulaire étranger – Langue et unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Toutes les pièces du dossier seront rédigées en français ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 14. Protection des données à caractère personnels

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire peut faire appel à un autre titulaire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

Les informations collectées par le GIP font l'objet d'un traitement ayant pour finalité la passation et la gestion de ce marché public. Ces informations sont à destination du GIP, des organismes en charge du contrôle de la légalité et de la DGFIP.

Conformément aux articles R.2184-12 et 13 du Code de la commande publique, les pièces constitutives du marché sont conservées pendant une durée minimale de cinq ans pour les marchés de fournitures ou de services et de dix ans pour les marchés de travaux, de maîtrise d'œuvre ou de contrôle technique à compter de la fin de l'exécution du marché.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, les titulaires des marchés disposent des droits suivants sur leurs données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité.

Pour exercer ces droits, une demande doit être adressée par courrier au Délégué à la protection des données du Mipih, ou par courriel au moyen de l'adresse suivante : dpo@numihfrance.fr.

Dans l'hypothèse d'un manquement aux dispositions ci-dessus, une réclamation auprès de la CNIL pourra être introduite.

ARTICLE 15. Droits de propriété intellectuelle

Non concerné.

ARTICLE 16. Condition d'exécution des prestations

16.1 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations sont réalisées sur le lieu où se dérouleront les journées adhérents NumihFrance, au Palais du Pharo les 1ers et 2 octobre 2025, aux dates et heures convenues dans le cadre de la réunion de lancement sur la base des horaires indiqués en annexe du CCTP.

Il est souhaitable que le prestataire prenne connaissance au préalable des lieux afin de prendre en compte des contraintes logistiques et bâtimentaires.

16.2 Exigences de qualité

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux fournitures et aux prestations du présent marché.

L'acheteur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des fournitures et prestations fournies par le Titulaire.

Les différents contrôles et mesures, matérialisées notamment par des constats ou des rapports effectués l'acheteur ou par un tiers à sa demande, sont opposables au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à proposer durant toute l'exécution du marché des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et à diffuser les résultats obtenus.

Le titulaire devra apporter dans sa réponse, la preuve qu'il a mis en place des contrôles bactériologiques réguliers dans le cadre de l'hygiène des procédés, de la recherche de la *Listeria Monocytogenes* et des contrôles de surface (traçabilité des produits).

16.3 Tenues

Le titulaire fournit le cas échéant les tenues pour la réalisation de prestations dans le cadre de l'événement (cf. point 7.1 du présent document).

16.4 Organisation

Le prestataire devra :

- Respecter les plages horaires du lieu où se déroule l'évènement.
- Se coordonner avec NumihFrance.
- Prévoir une présence sur site pendant l'évènement pour la réalisation de prestations selon les précisions apportées dans le cadre du CCTP.

La mission du titulaire s'achève à la fin de la tenue de l'évènement selon les plages horaires convenues et la clôture financière de l'opération.

ARTICLE 17. Gestion des personnels du Titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

A ce titre, le Titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant du marché. Il est astreint aux mêmes règles de secret et de discrétion.

17.1 Qualification des personnels intervenants

Le Titulaire doit disposer de personnels confirmés pour l'exécution de la prestation. Titulaire affecte l'ensemble de la réalisation des prestations une équipe dédiée constituée de professionnels confirmés et identifiés. Cette équipe ne pourra faire l'objet de changements incessants ou imprévisibles.

Afin de vérifier que les personnes affectées désignées par le Titulaire présentent les compétences professionnelles conformes à celles présentées dans son offre, le Titulaire devra produire, dans le cadre de son offre, le profil des intervenants. L'acheteur dispose de la faculté de refuser ces intervenants.

17.2 Désignation d'un interlocuteur unique et référent de l'acheteur

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations. En cas de changement, le titulaire informe l'Acheteur à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

17.3 Départ du personnel et remplacement – continuité de service

En cas d'absence de retard, d'empêchement ou de remplacement en cas de non conforme aux obligations contractuelles du personnel d'accueil affecté à la prestation, le Titulaire doit en aviser NumihFrance et prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer un remplacement immédiat de la personne défaillante ou absente dans un souci de continuité du service rendu et de sa qualité associée.

La désignation d'un remplaçant ne pourra en aucun cas justifier une augmentation des prix.

Les remplaçants proposés devront avoir un niveau au moins égal et des qualifications équivalentes à ceux auxquels ils succèdent.

NumihFrance se réserve le droit de rejeter la personne proposée. NumihFrance se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de leur demander la présentation d'un nouvel intervenant. Le Titulaire est alors dans l'obligation de proposer un nouveau remplaçant.

Le titulaire prendra alors toutes les dispositions nécessaires avec l'accord de NumihFrance pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

En cas de deux refus successifs par l'acheteur d'un remplaçant proposé par le Titulaire, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions du C.C.A.G-FCS.

17.4 Récusation du personnel

Pendant toute la durée du marché, l'acheteur se réserve, sur décision motivée, le droit de récuser le personnel qui s'avèrerait inadapté à l'exécution des prestations ou qui ne se plierait pas aux règles de sécurité en vigueur dans les locaux de la manifestation. Le Titulaire procédera à son remplacement dans les conditions indiquées précédemment.

Dans tous les cas, le Titulaire est alors dans l'obligation de proposer un nouveau remplaçant.

Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du projet nécessaires à l'exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement de personnel du Titulaire ne pourra entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

En cas de deux refus successifs par l'acheteur d'un remplaçant proposé par le Titulaire, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions du C.C.A.G-FCS.

ARTICLE 18. Sous-traitance et co-traitance

18.1 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée conformément à l'article L.2193-3 du Code de la commande publique.

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils seront constatés par un acte spécial signé par l'acheteur, par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance et par le titulaire (le mandataire en cas de groupement d'entreprises).

En cas de déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché public, les demandes devront être présentées par le titulaire du marché public au Mipih au plus tard 15 jours avant la date prévue d'intervention du ou des sous-traitant(s).

L'acte spécial indique :

- l'objet et le numéro du marché public,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-59 du code de la commande publique,
- la nature précise et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
- les modalités de calcul et de versement des acomptes,
- la date d'établissement de prix,

- les modalités de mise à jour et de révision des prix le cas échéant,
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses,
- le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer (avec production du BIC, IBAN, RIB, RIP, RICE).

Il devra être accompagné des documents suivants :

- ❶ La déclaration du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- ❷ Les certificats, attestations, déclarations et documents du sous-traitants prévus aux articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique ;
- ❸ Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- ❹ Les attestations d'assurances en cours de validité de responsabilité civile du sous-traitant ;
- ❺ L'exemplaire unique de l'accord-cadre délivré, le cas échéant, au titulaire lors de la notification de cet accord-cadre, accompagné le cas échéant des modifications apportées au contrat, ou l'attestation ou la mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance ;
- ❻ En cas d'acte spécial de sous-traitance modificatif, l'exemplaire unique de l'acte de sous-traitance antérieur délivré au sous-traitant.

18.2 Modalités de paiement direct

Conformément à l'article R.2193-10 du Code de la commande publique, le paiement direct s'applique aux sous-traitants lorsque le montant des prestations sous traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC. Dans ce cas de figure, le sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement pour la partie des prestations dont il assure l'exécution.

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue dans les conditions précisées aux articles R.2193-11 à 16 du Code de la commande publique.

18.3 Cotraitance et répartition des paiements

L'acte d'engagement et le cas échéant le DC4, indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire [ou aux membres du groupement titulaire] et à ses [leurs] éventuels sous-traitants.

En cas de cotraitance, la signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement.

Le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

ARTICLE 19. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses co-traitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'acheteur se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées

par voie d'avenant. Néanmoins, la Personne Publique se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Le titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande de l'acheteur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants éventuels le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'acte d'engagement du marché, le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur site du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'acheteur.

ARTICLE 20. Modalités d'exécution

Les modalités d'exécution du marché sont définies dans le cadre de chaque Cahier des Clauses Particulières ou CCP du lot concerné.

ARTICLE 21. Déclenchement des prestations

La réalisation des prestations est ordonnée par la notification soit d'un ordre de service ou de bon de commande selon les dispositions contenues au CCP de chaque lot.

La notification du marché peut valoir ordre de service si le CCP propre à chaque lot le prévoit.

La notification d'un ordre de service ou d'un bon de commande intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de l'envoi.

Les ordres de service pour la réalisation de certaines phases sont notifiés par l'acheteur au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service ou figurant sur un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de 7 jour ouvré à compter de la date de réception de l'ordre de service ou du bon de commande, sous peine de forclusion.

21.1.1 Modification d'un ordre de service ou des bons de commande

Un ordre de service ou un bon de commande peut être modifié à tout moment par l'acheteur en cours de réalisation des prestations. Dans cette hypothèse, l'acheteur adresse un ordre de service ou un bon de commande rectificatif au Titulaire qui doit formellement notifier son acceptation dans les mêmes conditions prévues que pour les ordres de services ou les bons de commandes initiaux.

L'ordre de services ou bon de commande rectificatif peut avoir un impact sur le prix initial de la commande et sur les délais de réalisation.

21.1.2 Arrêt de l'exécution des prestations en cours d'exécution

L'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations figurant sur l'ordre de service ou du bon de commande peut être décidé par l'acheteur et notifié au Titulaire par tout moyen permettant de déterminer une date certaine avec accusé de réception sans que cette décision nécessite de justification.

L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation du marché et donc n'entraîne pas le paiement d'une indemnité pour résiliation.

ARTICLE 22. Etablissement des prix

Les prix du marché sont en euros et ne varient pas en cas de variation de change.

Les prix sont mentionnés hors taxes et toutes taxes comprises et incluent notamment :

- tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations prévues par le marché ;
- les éventuels frais de déplacements, hébergements, restauration nécessaire à la réalisation de la prestation ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

22.1 Forme des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires fondés sur des unités d'œuvre (UO) définies dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Le titulaire doit remplir ce bordereau ou BPU (Bordereau contractuel) complété par un devis quantitatif estimatif (devis non contractuel).

Le chiffrage réalisé dans le cadre du devis estimatif est réalisé sur la base des prix figurant au BPU et de quantités fictives.

L'annexe financière ou Bordereau de Prix (BP) doit être remplie en format Excel, tout autre format ne sera pas pris en compte lors de l'analyse financière ;

Les DQE ou Devis Quantitatif Estimatif servent à la comparaison des offres : ils n'ont pas de valeur contractuelle contrairement à l'annexe financière mais doivent reprendre à l'identique montants figurant dans l'annexe financière.

En cas d'erreur de montant ou prix, ceux figurant dans l'annexe financière prévalent.

En cas d'erreur de multiplication ou d'addition, les DQE seront corrigés au regard des montants ou prix figurant dans l'annexe financière

L'annexe financière doit nécessairement être accompagnée d'un devis détaillant le montant des différentes lignes du BPU.

Le titulaire est tenu d'établir une offre de prix sur la base du modèle de bordereau de prix tel que proposé dans le cadre du DCE ou dossier de consultation des entreprises sous peine de voir son offre rejetée. Il doit également remplir le DQE établi sur la base du BPU.

Ce dernier peut établir en plus du BPU et DQE un devis permettant de détailler le contenu des prestations proposées mais ce devis ne peut en aucun cas remplacer ni le BPU ni le DQE proposé dans le DCE.

22.2 Contenu du prix

Les prix du marché comprennent les prix des prestations du présent marché détaillées dans l'offre technique du Titulaire, et conformément à l'annexe financière.

Il est par ailleurs précisé que le prix du marché comprend tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché (y compris frais de déplacement – hébergement) et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le Titulaire.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des moyens humains nécessaires à la bonne réalisation des prestations quel que soit la phase technique, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le prix du suivi technique et logistique comprend tous les frais du titulaire (personnel, participation aux réunions, visite de sites ou de prestataires, téléphone, frais de course, frais de déplacements et de restauration, etc.).

Les prix couvrent l'intégralité de la période de l'événement (2 jours) ainsi que les temps nécessaires à la mise en place de la prestation.

Les prix sont établis tous frais compris. Ils comprennent tous les frais engendrés par la réalisation des prestations notamment (liste non exhaustive) :

Frais liés au personnel

- Rémunération brute des hôtesse(s) (salaires de base).
- Charges sociales et patronales (URSSAF, retraite, chômage, mutuelle, etc.).
- Heures supplémentaires si applicable.
- Frais de remplacement en cas d'absence, congés ou maladie.
- Encadrement / supervision (chef hôte, coordinateur, gestion RH).

Frais de recrutement et de gestion

- Sélection et recrutement du personnel.
- Gestion administrative et RH (contrats, fiches de paie).
- Suivi et reporting pour le client.

Frais de formation et d'acculturation

Frais liés aux équipements et à la tenue

- Tenues professionnelles (uniformes, entretien, renouvellement).
- Badge nominatif, accessoires (écharpe, foulard, cravate, etc.).

Frais de déplacement, de restauration, d'hébergement,

Frais généraux et marge

- Assurance responsabilité civile professionnelle.
- Frais de gestion, structure, back-office.
- Marge bénéficiaire de l'entreprise.

Frais de communication, d'organisation matérielle ; - etc.

Toutes les charges

Ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, etc.

Le Titulaire est réputé connaître parfaitement le site d'intervention et avoir ainsi intégré l'ensemble des contraintes spécifiques dans son prix.

22.3 Etablissement des bons de commande

Les bons de commande seront émis sur la base de l'annexe financière.

Le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement doit respecter les conditions prévues au présent document et au CCP spécifique au présent lot.

Chaque bon de commande est signé par l'acheteur ou toute autre personne ayant reçu la délégation à cet effet.

Le bon de commande est adressé au Titulaire par courrier électronique. Le Titulaire en accuse réception.

22.4 Contenu de bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la validité de l'accord-cadre conclu avec le titulaire, notamment pour les livrables réalisés postérieurement à la prestation.

Toutefois la durée maximale d'exécution des bons de commande ne pourra excéder de plus de trois mois le terme de l'accord cadre.

Le bon de commande mentionne les éléments suivants :

- le lot (numéro intitulé) et l'objet de l'accord cadre,
- la date de la commande,
- l'objet du bon de commande,
- la nature des prestations à réaliser,
- les délais et le calendrier de réalisation,
- le coût des prestations HT et TTC, conformément au bordereau de prix figurant en annexe de l'acte D'engagement du présent accord cadre ou dans le devis accepté

22.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur.

ARTICLE 23. Modalités de règlement du marché

23.1 Paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R.2192-12 à R.2192-17 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Mr Le Comptable assignataire
12, rue Michel Labrousse
31000 Toulouse

23.2 Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP : depenses@numihfrance.fr

En application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, la facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du marché ou lot et du bon de commande ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Coordonnées du service responsable de la vérification des factures :

Mr Le comptable assignataire

Comptable assignataire

12, rue Michel Labrousse, 31000 Toulouse

23.3 Avance

NOTA : une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-17 à 21 du code de la commande publique.

23.4 Acomptes

Non concerné.

ARTICLE 24. Suivi de l'exécution

24.1 Planning d'exécution

Le planning d'exécution notamment indiquant l'organisation et de roulement des personnels affectés sera mis au point en début de marché public lors de la réunion de lancement.

24.2 Coopération

Pendant toute la durée du marché public, le titulaire est tenu à une coopération étroite et régulière avec NumihFrance.

NumihFrance s'engage à mettre à disposition du titulaire, les documents et informations dont ce dernier aura besoin pour mener à bien ses prestations. Il se garde toutefois le droit de refuser la communication de certains documents.

ARTICLE 25. Opération de vérification

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché conformément aux dispositions du CCAG -FCS auxquels les prestations se reportent.

Les clauses du CCAG sont complétée par les dispositions ci-dessous :

Les prestations feront l'objet de vérifications destinées à constater leur conformité aux stipulations du marché. Ces vérifications porteront notamment sur :

- La présence effective du personnel aux horaires convenus ;
- Le respect des obligations de tenue et de présentation ;
- L'attitude professionnelle et la qualité de l'accueil ;
- La continuité du service en cas d'absence ;
- La régularité de l'emploi du personnel et l'accomplissement des obligations sociales

En cas de non-conformité, le pouvoir adjudicateur pourra :

- Appliquer les pénalités prévues au CCAP,
- Exiger un remplacement immédiat du personnel défaillant.

25.1 Condition de vérification et d'admission de prestations

Outre les opérations de vérification quantitative et qualitative exercées par l'acheteur et définies au CCAG-FCS, le Titulaire s'engage à assurer le bon déroulement des prestations et notamment le contrôle de la qualité des prestations réalisées et des produits fournis au titre du marché.

Le non-respect peut entraîner, selon l'importance des défauts, manques constatés, une admission avec une réfaction, un ajournement ou un rejet pur et simple des prestations dans les conditions fixées par le CCAG-FCS, sous réserve des compléments apportées dans le cadre du cahier des clauses administratives particulières ou CCAP.

L'admission des prestations est prononcée par le responsable technique désigné par NumihFrance pour le compte du pouvoir adjudicateur.

L'admission des prestations sera réputée effective dès la constatation du service fait.

ARTICLE 26. Clause de sécurité

La charte sécurité du système d'information du Mipih, énonce les exigences relatives à la sécurité de ses systèmes d'information. Elle est applicable aux titulaires externes, ayant accès dans le cadre de leur mission à tout ou partie des Systèmes d'Information du Mipih.

ARTICLE 27. Modification du marché et clause de réexamen

Il est tenu compte, notamment :

Le représentant de l'acheteur pourra procéder aux modifications prévues aux articles L.2194-1 et 2 et R.2194-1 et 6 du Code de la commande publique en particulier :

- a) Variation des prix : les parties pourront convenir d'un nouvel accord sur le ou les prix en cas d'une évolution disproportionnée du ou de ces prix, et susceptible notamment d'altérer l'équilibre financier du contrat. La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre l'acheteur et le Titulaire en cours d'exécution du présent marché et en fonction de l'évolution du contexte économique. Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties à l'accord-cadre et sont actées par voie d'avenant.
- b) Ajustement des prestations : les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles

ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

- c) En cas d'atteinte ou de dépassement imminent du montant budgétaire alloué fixé dans le présent marché, les parties conviennent de se réunir afin d'évaluer les besoins restants et d'envisager les ajustements nécessaires. Cette évaluation pourra inclure sans s'y limiter :
 - La révision de l'étendue des prestations : adaptation des prestations prévues dans le cadre du budget alloué.
 - L'ensembles des mesures à prendre afin de garantir la viabilité de l'événement en respectant les contraintes financières.
- d) Des modifications de référence pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :
 - Que les nouvelles références respectent le cahier des charges CCAP et CCP. ;
 - Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.
- e) À la modification des dates de l'évènement. Cette modification ne devra entrainer aucune modification du lieu de l'évènement et devra être considéré comme un simple report de date.
- f) En cas de changement d'un opérateur au sein d'un groupement
 - S'il est demandé par le mandataire du groupement, le remplacement d'un ou plusieurs opérateurs économiques composant le groupement, le ou les remplacements font l'objet d'échanges entre l'acheteur et le mandataire.
Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par le mandataire et les nouveaux membres du groupement et L'acheteur et sont actées par voie d'avenant.
- g) En cas de changement chez le titulaire entraînant la création d'une nouvelle entité.
 - En cas de modification entraînant la création d'une nouvelle personne morale, la modification doit être acceptée par L'acheteur et actée par voie d'avenant.

La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre l'acheteur et le titulaire en cours d'exécution du présent marché

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire

ARTICLE 28. Cessation des activités du Titulaire

Dans le cas où les activités du Titulaire seraient cédées à une autre société, à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du Titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution.

La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord du Mipih quant à la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale.

NumihFrance se réserve le droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article L.2141-1 du Code de la commande publique.

Si pour quelque raison que ce soit, le suivi et support ne pouvaient être assurés, soit par le Titulaire en titre du marché, soit par un tiers désigné par ses soins, le présent marché serait résilié aux torts du Titulaire.

ARTICLE 29. Pénalités

29.1 Généralités

Il est expressément convenu que les pénalités prévues dans le cadre de l'exécution du marché ont uniquement un caractère moratoire.

Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont l'inexécution a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme étant libéré de son obligation du fait du paiement de celle-ci.

Le recouvrement des pénalités s'opère par un décompte fait sur le montant tarifaire des sommes dues au Titulaire, au titre du présent marché.

Sauf disposition contraire, les pénalités sont applicables de plein droit et peuvent être décomptées sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités ainsi établies peut venir en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture suivante ou donner lieu à l'émission par l'acheteur d'un titre exécutoire, notamment en cas d'insuffisance des sommes dues au titulaire.

Avant émission de tout titre exécutoire ou prélèvement sur les factures émises par le titulaire, les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au titulaire et précisent les modalités de calcul des pénalités.

A réception de ce décompte ou de toute décision du pouvoir adjudicateur induisant le principe de l'application de pénalités, le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour présenter ses observations par un mémoire en réclamation. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté les pénalités mentionnées par le décompte ou la décision précités.

En cas de résiliation du présent marché, le Titulaire reste redevable de pénalités lui ayant été notifiées. Le Titulaire ne bénéficie d'aucune exonération de telle sorte qu'il est redevable quel que soit leur montant total.

29.2 Le caractère non libératoire des pénalités

Les pénalités prévues par le présent CCAP ne présentent aucun caractère libératoire.

Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité

29.3 Pénalités

Le titulaire encourt les pénalités prévues spécifiquement au cahier de clauses particulières ou CCP du lot pour lequel il a été désigné attributaire et qui lui a été notifié. A défaut de pénalités spécifiques ou encore, en complément de pénalités spécifiques du lot, le titulaire encourt les pénalités prévues au CCAG-FCS.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues ont uniquement un caractère moratoire. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont l'inexécution a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme étant libéré de son obligation du fait du paiement de celle-ci.

Le recouvrement des pénalités s'opère par un décompte fait sur le montant tarifaire des sommes dues au Titulaire, au titre du présent marché.

En cas de résiliation du présent marché, le Titulaire reste redevable de pénalités lui ayant été notifiées. Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-FCS, le Titulaire ne bénéficie d'aucune exonération de telle sorte qu'il est redevable quel que soit leur montant total.

29.3.1- Pénalités en cas de retard dans l'exécution de la prestation ou absence

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-FCS, en cas de retard, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable :

Pénalités	Montant
Retard à la prise de poste de plus d'une demi-heure	50 € par tranche de demi-heure et par hôte (sses)
Absence constatée	200 € par jour et hôtesse manquante
Non remplacement du personnel absent	300 € par absence

29.3.2- Pénalités en cas de non-conformité de la tenue

Non-conformité de la tenue vestimentaire	50 € par personnel
--	--------------------

29.3.3- Pénalités en cas de non-respect de l'exigence de confidentialité

Pénalités spécifiques en cas de non-respect de la confidentialité	10 % du montant total de la prestation.
---	---

29.3.4- Autre Pénalité spécifique

Pénalités spécifiques en cas d'attitude inadaptée ou manquement grave e au devoir de neutralité	150 € par incident constaté
---	-----------------------------

29.3.45 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Toutefois, le montant de la pénalité ne pourra pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 30. Droits et obligations du titulaire

30.1 Obligations du titulaire

Dans le cadre de l'exécution des prestations définies dans le présent CCP, le titulaire est soumis à une obligation de résultats et aux règles de l'art.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché et notamment aux prestations décrites dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir les moyens matériels et humains qu'il jugera nécessaire au parfait déroulement de l'opération.

Si, pour une raison indépendante de sa volonté, un ou des personnels désignés dans la proposition du titulaire sont dans l'impossibilité d'assurer eux-mêmes la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai NumihFrance par mail ou par courrier.

30.1.1 Obligations sociales du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et conventionnelles relatives au droit du travail et à l'emploi de personnel salarié ou intérimaire et notamment celles relatives à la lutte contre le travail dissimulé.

Il garantit que chaque personnel affecté à la prestation a fait l'objet d'une déclaration préalable à l'embauche (DPAE) conformément à l'article L. 1221-10 du Code du travail et

- Bénéficie d'un contrat de travail régulier et du respect de la convention collective applicable,
- Est déclaré auprès des organismes sociaux compétents (URSSAF, caisses de retraite, assurance chômage, etc.),
- Est couvert par une assurance accidents du travail.

À la demande de Numih France, le titulaire devra produire tout justificatif attestant de la régularité de l'emploi de ses salariés (DPAE, bulletins de paie, attestations URSSAF, etc.).

En cas de manquement, Numih France pourra appliquer les pénalités prévues au marché ou prononcer la résiliation aux torts exclusifs du titulaire.

30.2 Consignes sécuritaires

Le Titulaire devra se conformer aux consignes sécuritaires propres au règlement intérieur du lieu de réalisation de la prestation.

30.3 Obligation de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil de l'acheteur dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage notamment à :

- Répondre aux demandes de renseignements de NumihFrance et lui communiquer tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations relatives au présent marché ;
- Apporter tout le soin et la diligence nécessaires à l'exécution des prestations ;
- S'enquérir de toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations.

Il s'engage à informer sans délai l'acheteur ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans le présent document.

30.4 Obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du Code pénal) et à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle.

Les faits, les informations, études document, supports d'informations fichiers informatiques, décision de toute nature et renseignements fournis par l'acheteur, auxquels le titulaire a accès, à quelque titre que

ce soit, au cours de l'exécution du marché, sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du code pénal.

Le titulaire s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du marché ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable de l'acheteur

Le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles qui sont spécifiées au marché ;
- ne prendre aucune copie des documents et fichiers informatiques qui lui sont confiés à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations du marché sur accord préalable de l'acheteur ;
- ne pas communiquer les produits et livrables réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, autres que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le personnel de l'acheteur chargé de l'exécution du marché ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations objet du marché ;
- prendre toutes les mesures de sécurité notamment toutes les mesures de sécurité matérielle permettant la conservation et l'intégrité des documents, fichiers informatiques et informations traités ou utilisés dans le cadre du marché et à prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers de l'acheteur, hors de son périmètre d'intervention sans son accord exprès et préalable et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de son intervention, il aurait accédé fortuitement à ces informations ;
- ne conserver aucune copie des documents ou fichiers confiés par l'acheteur, à l'issue du marché et à produire une déclaration dûment signée par une personne habilitée à représenter le titulaire attestant de leur destruction ;
- reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis et qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que l'acheteur lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution ;
- prendre toutes les mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations de développement et de maintenance du matériel informatique du titulaire utilisé dans le cadre du marché.

L'utilisation, par le titulaire, du nom « Mipih » du nom « SIB » et de la nouvelle identité NumihFrance appliquée à quelque fin que ce soit et/ou la référence au marché par le titulaire sont subordonnées à l'accord écrit, exprès et préalable de l'acheteur.

Les titulaires s'engagent, pour lui et pour ses éventuels sous-traitants, à ne pas utiliser les données à d'autres fins que celles relatives à l'exécution du marché et à maintenir confidentielles les communications de toute nature dont ils ont eu connaissance au cours de la procédure comme de l'exécution.

Le titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de prestations, ni procéder à une cession du marché sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Le titulaire conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article.

L'acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité et sans préjuger des poursuites pénales éventuelles, la

responsabilité du titulaire pouvant également être engagée sur le fondement des articles 226- 17, 226- 22 et 226-5 du code pénal.

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du marché.

Le Titulaire s'interdit d'interroger le personnel de l'acheteur ou des utilisateurs sans consulter préalablement le représentant désigné par elle.

L'acheteurs s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire qu'il recevrait de celui-ci.

ARTICLE 31. Responsabilité et assurance

En compléments des dispositions mentionnées aux CCAG -FCS, il est convenu ce qui suit.

Le Titulaire a la responsabilité de réaliser les prestations conformément à l'ensemble des exigences et des spécifications techniques décrites dans le présent document. Il doit obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisis.

Le titulaire, agissant en qualité de professionnel, s'engage à réaliser les prestations objet du marché, avec tout le soin et la diligence nécessaires et s'engage à les effectuer sous son entière responsabilité.

Il garantit, en outre, qu'il dispose des compétences, humaines et techniques pour mener à bien les prestations qui lui sont confiées

Il s'engage à mobiliser un personnel qualifié et expérimenté. Le personnel chargé de l'exécution des prestations choisi par le titulaire est sous sa responsabilité.

Il est responsable de tout risque sanitaire liés au aliments servis.

Le titulaire avise sans délai l'acheteur de tout changement ou modification pour obtenir son accord tout en garantissant que l'exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée et ni retardée.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations dont il est directement ou indirectement responsable du fait de leur intervention, de celle de leur personnel ou de celle de personnes mandatées agissant pour leur compte.

31.1 Responsabilité extracontractuelle

La responsabilité extracontractuelle de l'acheteur et celle du titulaire peuvent être, le cas échéant, engagées dans les conditions fixées par le droit français, à raison des dommages causés par le personnel ou le matériel des deux parties au contrat.

31.2 Responsabilité contractuelle

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l'origine serait imputable à la défaillance de l'acheteur ou de l'un de ses préposés dans l'exécution du marché, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles au titre du présent marché et doit réparation pour les dommages causés à l'acheteur, à ses préposés et/ou tiers.

Cette responsabilité peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues par le CCAG FCS.

31.3 Assurances

Le titulaire doit avoir souscrit à toutes les assurances nécessaires pour garantir toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait du personnel ou de tiers auxquels il fait appel dans le cadre du marché.

Les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire reconnaît être responsable du personnel affecté pour l'exécution des prestations, objet du marché.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés aux personnels, aux biens de l'acheteur, et/ou à des tiers du fait de sa présence sur le salon.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le titulaire doit être assuré pour couvrir sa responsabilité civile d'exploitation et professionnelle qu'il peut engager à l'occasion des actes de toute nature accomplis pendant l'exécution du marché ainsi que tout assurance légalement obligatoire en matière d'accidents du travail.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'acheteur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité, dans le délai de 10 jours calendaire à compter de la réception de la demande.

Numih France ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable des accidents ou dommages survenus au personnel du titulaire, lequel relève exclusivement du régime de protection sociale applicable.

Par dérogation à l'article 9 du C.C.A.G.-FCS, le titulaire (chacun des membres du groupement le cas échéant, chaque sous-traitant) devra fournir, avant tout commencement d'exécution, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient des garanties suffisantes et en rapport avec la mission confiée dans le cadre du marché.

Il veillera à informer l'acheteur de tout changement de police d'assurance en cours de marché, et remettra, à chaque renouvellement de sa police d'assurance, des documents à jour.

ARTICLE 32. Arrêt du marché

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 33. Résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et sont complétés par les dispositions suivantes :

33.1 Résiliation pour inexactitude

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

33.2 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation de 1,5 %, du montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

33.3 Résiliation pour faute du Titulaire

Outre les clauses de résiliation prévues au CCAG -FCS, NumihFrance se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate de tout ou partie du marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- a) Si le montant des pénalités atteint 20% du montant forfaitaire du marché ;
- b) Inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2143-1 et 2 du Code de la commande publique ;
- c) Mauvaise exécution et/ou défaut d'exécution des prestations objet du présent marché ;
- d) Non-respect des dispositions relatives aux articles D.8222-5 et D.82227 du Code du travail après mise en demeure restée infructueuse.*
- e) Le non respect des obligations de confidentialité résultant des documents contractuels du marché ;

Sauf dans les cas prévus aux a) et b), cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de l'envoi de ladite lettre.

Dans le cadre de cette résiliation, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

En cas de résiliation du marché, le titulaire remet à l'acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

33.4 Report ou annulation du salon

En cas de report exceptionnel ou d'annulation du salon, pour des raisons sanitaires, ou tout autre raison justifiant le report ou l'annulation du salon, le titulaire s'engage à reporter la totalité de ses prestations sur le salon (aux nouvelles dates).

En cas de report, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations.
- des conséquences liées à des reports de délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

En cas d'annulation, il sera procédé à la résiliation du marché ; seuls les frais engagés seront remboursés sous réserves de justificatifs.

Le prestataire titulaire sera indemnisé à la hauteur des seuls frais engagés, pour répondre aux bons de commandes établis, au moment de la résiliation et non de la totalité du montant de la prestation.

ARTICLE 34. Différends et litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues au CCAG-FCS. A cet effet, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable des litiges dans les conditions prévues aux articles R.2197-1 à D.2197-22 du Code de la commande publique.

En cas d'échec de cette procédure, les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent.

Toutes les correspondances seront rédigées en français.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse

Tél. : 05 62 73 57 57

Fax : 05 62 73 57 40

Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr